

## VIII.

### **Par les lucarnes : L'International et l'Europe : un mode de vie ou une vie de modes ?**

Aujourd'hui, dans la plus petite commune, la lumière de l'extérieur pénètre. Le citoyen le moins informé reçoit quelques éléments de ce qui se passe ailleurs, que la France y soit ou non mêlée et cherche à y réfléchir. Mais sur les talons de l'information, la propagande entre aussi, bien sûr. Et aujourd'hui, elle dispose de moyens considérables et surtout plus diffus. Si le temps des chantres à la Malraux est pour l'instant passé l'image fabriquée, extraite d'archives incertaines ou passée en boucle des heures durant est plus efficace encore. Les analyses sommaires ou construites sur des prémisses fondamentalement fausses se succèdent biaisant le jugement.

En quoi sommes-nous concernés par ce qui se passe à l'extérieur de l'hexagone, me direz-vous ? Tout simplement dans nos modes de vie et dans nos choix d'existence : environnement social et matériel, consommation, loisirs, éducation. Et comment le maire ou le président de communauté se désintéresserait-il de ces choix ?

Pourquoi ne pas réfléchir, aussi, aux raisons qu'il y aurait, non seulement de garder en mains les commandes de notre propre destin mais aussi d'intervenir dans le monde pour prêcher non une exception culturelle défensive et cocardière mais une culture d'exception ouverte, différente, rassemblant de par le monde de nombreux partenaires égaux en droits ?

**Pourquoi ne pas imaginer une culture, au sens large, qui ne serait pas d'abord linguistique mais politiquement, juridiquement, moralement plus intéressante, plus convaincante, plus porteuse d'avenir pour l'humanité qu'un matérialisme généralisé et souvent hypocrite ?**

Les événements du 11 septembre et plus généralement les développements politiques au Moyen-Orient nous obligent à nous interroger, comme l'ont fait peu ou prou tous les citoyens. Quelle signification donner aux attentats spectaculaires mais aussi quelles conclusions, s'il y en a, en ont-elles été tirées dans les relations entre peuples et quelle est la signification profonde de la montée de l'opposition violente au système américain ? Il ne s'agit pas ici de gloser sur des analyses pertinentes qui ont déjà été faites mais de voir s'il ne reste pas des zones d'ombre dans l'éclairage du sujet.

Deux questions sont particulièrement intéressantes :

**Le terrorisme « pur », c'est-à-dire idéologique et détaché de luttes pour un territoire précis comme celui pratiqué par exemple par les Israéliens ou les Palestiniens –Haganah, Fatah, même combat- est-il une réponse d'inspiration religieuse à une idéologie matérialiste ou est-il l'entreprise aléatoire et folle de quelques individus intoxiqués, des « Hashashins » modernes en quelque sorte ?** En d'autres termes, s'agit-il d'un effet d'équilibre politique, d'une réaction régionale à une dominance idéologique jugée injuste et considérée comme une sorte de viol moral par une autre culture, ou d'un feu de paille dans la steppe de l'obéissance à l'Empire ?

Et derrière cette première question, s'en pose une seconde. **En quoi les pays occidentaux, et les Etats-Unis en particulier, ont-ils tiré des leçons de ce qui s'est passé pour la gestion de leur politique étrangère ?** Sauf, naturellement, à considérer que la politique de force des USA est en elle-même une réponse. Après avoir cherché, au Moyen-Orient, à diriger les affaires en suscitant grâce à la CIA des régimes flétris quelques années plus tard comme sanguinaires ou antidémocratiques, ils se seraient résolus à imposer purement et simplement à certains peuples leur loi. Après tout, quand on a Dieu avec soi...

Quelle que soit la réponse, on n'échappe pas à un premier constat. La vision « occidentale » des choses, fondée sur des principes affichés de liberté, de démocratie, de justice, est largement vécue par toute une humanité comme un viol culturel et raciste. Adopter des principes universels imposés par la force est très difficile car cela implique d'accepter un « progrès » imposé par l'étranger, donc indirectement de reconnaître des torts éthiques, une infériorité culturelle et peut-être une sujétion durable. Mais la « civilisation » de plus en plus arrogante qu'on cherche à nous imposer sous prétexte de modernité en est-elle vraiment une ? Ou tout au moins, est-elle la seule dans laquelle il vaille la peine de vivre ?

**Elargissons un peu le cadre de notre réflexion. Bâtir des empires où les marchés, la consommation, la créativité technique sont rois mais où les pseudo-valeurs que sont l'égoïsme, la débrouillardise, le fric vite fait, l'absence de service gratuit, les spectacles uniformisés et bon marché se développent, est-ce la bonne voie ?**

On peut, évidemment, avoir une foi enracinée dans le Progrès, la Science ou l'Evolution humaine, et sans doute en faut-il une. Mais elle ne saurait tout justifier et le « Front » scientifique, qui avançait au XIX<sup>ème</sup> siècle de façon quasi générale dans tous les domaines de la connaissance et du rapport de forces avec la Nature, présente aujourd'hui d'inquiétantes anomalies qui posent de graves problèmes éthiques. Il devient difficile d'être scientifique au XXI<sup>ème</sup> siècle.

Encore échappons-nous pour l'instant, en Europe, à la peine de mort, au libéralisme éthique, à la société trop ouvertement à deux vitesses, aux armes en vente libre. En politique extérieure, nous n'en sommes pas encore à la politique pure et simple de la canonnière dictée par des intérêts économiques obscurs ou, comme en Russie, apparaissant sans complexes au grand jour. Oligarques cachés ou apparaissant au grand jour, quelle est au fond la différence ?

En bien des endroits, le succès de l'Islam n'est-il pas, après celui du communisme, lié à la pauvreté idéologique de la politique occidentale ? Richesse culturelle sans volonté politique en Europe, volonté politique sans richesse culturelle aux Etats-Unis, difficile de trouver l'équilibre. N'oublions pas que l'Islam est –lui aussi- porteur de valeurs d'universalité, de justice, de solidarité et que dans des zones où ces valeurs sont généralement absentes ou le sont devenues, parfois de « notre » fait, il est très attractif pour beaucoup. Et lorsqu'on nous rebat les oreilles de différentes atteintes aux droits de l'Homme commises dans des pays musulmans, on « oublie » de dire qu'il s'agit souvent de déformations culturelles ou politiques de l'Islam. L'amalgame a toujours été l'un des principes fondamentaux de la propagande et il suffit d'associer un comportement négatif à une doctrine ou une religion pour vilipender sans difficulté celle-ci surtout si on y associe l'image. On filmera sans difficulté l'exécution par égorgement d'un condamné afghan mais personne n'a droit à l'image d'un détenu grillant vif sur la chaise électrique car ça pourrait choquer et nous donner une « fausse » idée de la civilisation américaine. Relayant en quelque sorte le marxisme, l'Islam fait aujourd'hui dans de nombreux pays musulmans qui souhaitent choisir leur destin et non se le laisser imposer de l'extérieur, figure de seul choix possible par rapport à l'impérialisme, relayé ou non par des filiales politiques locales. Son rapport à la politique n'est pas de même nature que le christianisme et sur le plan religieux il se prétend par définition plus « moderne » que ce dernier. Et ce, d'autant plus que les idéologies orientales ne faisant pas de prosélytisme, il est le seul concurrent de l'idéologie occidentale, qu'elle soit vendue pur jus ou sous forme d'ersatz.

Tout ceci n'a rien à voir, directement, avec l'inqualifiable abjection des actes de terrorisme aveugle ou ciblé, que leurs auteurs soient européens, américains, saoudiens, tchétchènes, israéliens ou de n'importe quelle autre nationalité.

Cela ne justifie évidemment pas non plus des pratiques coutumières barbares, sexistes ou non, telles que nous les avons connues en Europe il n'y a pas si longtemps.

Nous, les Blancs, les avons d'ailleurs avantageusement remplacées par les génocides racistes, les bombardements globaux de civils ou la guerre « juste » qui n'en a que le nom, car elle se termine généralement par un viol politique qui ne résout rien. Rappelons-nous le Congrès de Vienne succédant à la chasse à l'Ogre européen, inventeur du Code Civil. Impériaux, nous nous sommes érigés en grands donneurs de leçons. Ayant collectivement et abominablement péché contre l'Humanité et péchant d'ailleurs toujours, quoi de plus logique que d'enseigner aux autres, surtout lorsqu'ils sont colorés ou basanés, ce qu'il ne faut pas faire. Le plus extraordinaire, c'est qu'ils ne soient pas d'accord !

Alors, le choix pour l'Empire est simple : perdre le rapport de forces et susciter le doute dans sa propre population alors que l'on se considère dépositaire du Progrès de l'Humanité ou pratiquer la fuite en avant en cherchant à imposer par les armes sa loi à toute opposition. Typique est à cet égard le comportement des dirigeants américains. Promettant un jour des lopins coloniaux à leurs légions –lisons, de gras contrats à leurs industries- ils recherchent le lendemain l'onction idéologique de la Communauté Internationale en vue des mêmes actes. Cette dialectique n'est pas nouvelle et elle est le lot des Empires et la loi du genre. On pense à Napoléon imposant son Code Civil après les Romains ou aux Califes imposant leur Droit ou leur civilisation musulmane, et à bien d'autres empires encore. Empire chinois, Pharaons, Empire Perse, Empire Romain, Empire napoléonien, Empire Ottoman, Empire américain, tous ont vécu ou vivent leurs contradictions en attendant de se défaire ou d'exploser.

Mais il y a aussi des différences : l'Empire moderne a des armes modernes

**Nous avons, d'abord, la « guerre propre ».** C'est une invention diabolique car elle cherche, tout comme l'occupation rampante de territoires, dans une civilisation visuelle, à gommer le choc visuel de la violence faite aux autres afin d'en effacer l'effet politique à court terme, ce qui revient à la justifier. Elle vend le contraire de ce qu'elle est.

Elle « retourne » même le téléspectateur qui peut, presque en bonne conscience, assister à l'effet saisissant de frappes « chirurgicales » et se dire que la Liberté est restaurée au prix humain de quelques accidents de voiture.

**La propagande** est elle aussi terriblement efficace. Plus personne ne s'étonne aujourd'hui qu'un Etat érige en religion certaines résolutions des Nations-Unies alors qu'il en foule d'autres aux pieds depuis des années. Qu'on considère avec désinvolture que certains pays jugés « responsables » aient - aujourd'hui- droit au feu nucléaire et d'autres non, quitte à changer d'avis dans quinze jours, c'est tout naturel. Occuper le territoire d'autrui ou le bombarder en altitude ne sont pas des actes de guerre, mais de simple police. Si seuls les « petits » pays risquent de voir leurs dirigeants en prison, c'est que la loi du plus fort est toujours la meilleure. Qu'enfin –mais cela n'est pas nouveau- il y ait toujours prescription pour les terroristes qui ont réussi leur coup, que voulez-vous, c'est l'Histoire !

Faut-il dès lors tomber dans un certain cynisme politique ou dans le solide relativisme de Churchill ? Ou alors comment, tout en partageant, tout au moins pour l'instant, certaines valeurs avec nos amis américains, nous distinguer d'une évolution peu réjouissante de leur action ? Mais avant de parler défense, parlons culture, parlons de ce qu'on vend avant ce qu'on défend.

### **Parlons de l'Europe, d'abord et demandons-nous si elle est obsession ou un retour.**

L'Europe a été la grande affaire de l'après-guerre européenne. En avance sur les politiques, les milieux économiques et intellectuels ont su impulser de nouvelles idées et ouvrir la voie à un rapprochement structurel des nations européennes en vue de contribuer un véritable ensemble politique. Quelques hommes politiques d'exception, en particulier le président de Gaulle et le chancelier Adenauer avaient initié en parallèle la renaissance de leurs pays respectifs, s'appuyant l'un sur l'autre et préfigurant ce qui devait devenir l'aile marchante de l'Europe, conçue en tant que mouvement politique.

Puis l'ensemble des politiques, avec des enthousiasmes variables mais surtout des conceptions parfois antinomiques de ce que pourrait devenir « l'Europe », ont emboîté le pas. On peut dire qu'on a assisté, avec une certaine naïveté d'ailleurs, à une redécouverte, plutôt qu'à une découverte de l'Europe.

La ou plutôt les banques et les monnaies européennes ont existé depuis longtemps, les programmes universitaires européens aussi, les armées européennes même ont existé et le droit d'intervention a –ô combien- été pratiqué pour faire appliquer la Morale européenne, morale de l'époque bien sûr.

Pour nos ancêtres et pour nos Anciens en effet, il n'était nullement contradictoire de vivre la famille européenne et de s'étriper consciencieusement à intervalles réguliers par militaires interposés, entre cousins chrétiens en quelque sorte. Ce ne sont que nos aïeux les plus proches qui ont entrepris de séparer les nations européennes, de leur inculquer des théories raciales ou racistes, de les faire se battre ensemble au niveau des peuples et non plus seulement des armées ou des flottes, d'évoluer vers la guerre totale. Les peuples étaient concernés bien sûr par les conséquences des conflits mais généralement pas visés directement en tant que tels. Ils étaient plutôt enrôlés sous de nouvelles bannières, ce qui était une forme de pratique de l'Europe.

Quant aux systèmes politiques européens, ils ont eux aussi existé, sous forme d'empires certes mais quel système politique international n'est pas impérial ? Même la République du Directoire avait entrepris la création de Républiques satellites réputées indépendantes. Cependant, la base, aussi théorique qu'elle était, en était intéressante. Pour la première fois en effet, on voyait apparaître l'idée de droits autonomes et imprescriptibles défendus localement et non plus à partir d'une tête centrale. Celle-ci n'était plus que le garant de ces droits et non plus leur administrateur.

Aujourd'hui, par contre, l'évolution semble repartir dans l'autre sens. Le pragmatisme de l'évolution européenne privilégie la restauration d'un espace économique très large, plus ou moins le même d'ailleurs qu'au dix-huitième siècle. Ceux qui annonçaient pour demain, à grand renfort de traités, l'émergence d'une gouvernance européenne réputée meilleure que d'autres, commencent à réaliser l'étendue du problème, s'il y en a un. Peut-être est-ce parce que la valeur ajoutée culturelle de l'Europe qu'ils nous proposent n'est évidente pour personne, à commencer par les peuples concernés. Aujourd'hui, ce qui était un mouvement est parfois devenu une manie, voire un prétexte à l'inaction ou au vide politique national.

Tout le monde est d'accord pour saluer les avancées réalisées et les résultats obtenus : une paix durable, la protection de la bulle Europe vis-à-vis du monde extérieur, une situation économique et monétaire globalement bonne.

Mais en même temps, chacun sent confusément qu'on lui prépare, au mieux, une superbe technostucture encore plus éloignée des problèmes quotidiens que celles qui existent, même dans les domaines subsidiaires.

Ce n'est finalement pas un hasard, d'ailleurs, si l'élément jugé le plus solide de la nouvelle Europe, le fameux « couple franco-allemand », vécu par beaucoup d'autres Européens comme un nouveau Directoire auto-désigné (self-appointed) forme un ensemble culturel relativement homogène. Issu d'une parenté ethnique incontestable, porteur des mêmes équilibres entre fonds germanique et culture latine, ayant subi un brassage culturel important, le couple en question témoigne de goûts culturels souvent proches et l'histoire de l'après-guerre a facilité ce rapprochement en coupant momentanément l'Allemagne de son *lebensraum* oriental.

Pour autant et précisément pour cela, il ne répond pas ou seulement partiellement au problème posé. Le partage des goûts, des valeurs, des langues précède-t-il ou suit-il la création politique ? Faut-il vouloir l'Union pour l'Union en privilégiant des logiques géographiques qui ne sont au fond que religieuses ou vaut-il mieux tourner ses efforts vers la constitution d'entités politiques cohérentes, liées en temps réel au partage, non seulement de croyances plus ou moins affaiblies par le matérialisme ambiant, mais de valeurs culturelles beaucoup plus larges incluant la langue, le Droit, les principes politiques, la création artistique. Géographie locale ou philosophie universelle, Jupiter ou Neptune, telle est la question.

### **L'Europe en bichedemar ?**

Pourtant, même au sein du soi-disant « couple », que de contradictions culturelles ! On pourrait penser naïvement qu'une meilleure connaissance des idiomes respectifs crée les bases d'une assimilation optimale de la culture réputée commune et que l'on progresserait ainsi vers l'Europe des Régions qui fait rêver certains.

Si, loin du *wishful thinking*, on s'attache aux faits qui sont têtus, on est bien obligé de constater une évolution inverse. De moins en moins de jeunes Français apprennent l'allemand, de moins en moins d'Allemands le français. Le principe d'établissements d'enseignement bilingues et gratuits, conjointement administrés par les ministères respectifs, recule au profit du système des sections internationales, dont l'objectif est différent et où la scolarité est partiellement payante. L'Education Nationale s'obstine à ne voir dans l'acquisition d'une ou plusieurs langues étrangères qu'un sésame pour des cultures étrangères et non un passeport obligatoire et valide pour la mondialisation. Rien ne change puisque en France ce sont les gouvernements qui appliquent la politique du ministère de l'Education Nationale et non l'inverse.

L'anglais gagne du terrain dans la plupart des pays continentaux, pour des raisons soi-disant pratiques mais en fait surtout politiques. En tout état de cause le problème n'est pas de décourager l'apprentissage ou la pratique de l'anglais, qui a effectivement une vocation de *lingua franca* dans le monde international des affaires. Il est de se demander si une culture européenne, raison indispensable de l'existence d'un ensemble politique intégré, peut se bâtir sur l'utilisation du nouveau latin ou plutôt d'un nouveau *bichedemar*, ce sabir généralement pratiqué dans les îles du Pacifique et qui leur facilite les échanges commerciaux.

Cette question n'est pas neutre. Lorsque deux états puissants, l'Allemagne et la France, héritiers de patrimoines culturels parmi les plus riches de l'humanité, n'accordent aucune attention sérieuse à l'échange culturel fondamental, en dehors des louables efforts d'ARTE, c'est qu'en fait ils n'adhèrent pas véritablement à un projet politique commun. Emprunter une langue tierce pour se comprendre sur des problèmes d'ordre politique, c'est inévitablement accorder un statut politique majeur aux locuteurs natifs de la langue tierce utilisée.

On prendra un contre-exemple dans le système suisse. Nos amis Helvètes, instruits sans doute par la guerre des Cantons, somme toute assez récente, ont parfaitement compris qu'une Confédération comme la leur, devait obliger ses citoyens à parler les 2 « langues de l'Autre », si l'on nous fait grâce du rhéto-romanche. Cette notion de *Herrenprivileg* pratiquée dans l'Autriche-Hongrie, est tout à fait essentielle. Parler la langue de l'autre, si peu que ce fût, c'est poser un acte d'échange culturel, le premier geste de respect préalable au vivre ensemble politique. Les Suisses n'ont tenu aucun compte du raisonnement médiocre fondé sur le nombre des locuteurs, qui finirait par faire parler préférentiellement à l'humanité le Chinois, l'Arabe ou l'Hindi si l'on avait le courage de les apprendre. Ils savent bien que l'équilibre politique interne d'une communauté multilingue est fragile et que le jour où l'on cesse d'apprendre la langue de l'autre, on n'est pas loin de lui imposer sa propre vision du monde si l'on en a les moyens bien sûr.

Qu'il s'agisse de cinéma, de théâtre, de littérature, de documentation, de recherche, il est impossible de dissocier volonté linguistique et volonté politique. Mais, et c'est là qu'il faut se défier du concept misérabiliste d' « exception culturelle », il ne faut pas confondre stratégie linguistique et réserve culturelle d'Indiens. Il y a une différence de nature entre la place qu'il faut faire –bien davantage qu'aujourd'hui- aux langues régionales permettant à chacun de créer et d'inventer au mieux en ayant le meilleur rapport possible à son histoire, à sa personnalité, à ses paysages et le choix à l'échelle internationale de vecteurs permettant l'échange, la création et à travers la création, la richesse non seulement culturelle mais économique. C'est une lourde erreur que de croire qu'en procédant par reculades successives, toujours justifiées par des raisons dites pratiques, le résultat final ne se traduira pas négativement dans le rapport de forces politique, militaire, économique que nous vivons, nous Français, avec d'autres nations.

**Opposer « l'économique » et le « politique » est vain. Comme en physique, les forces s'expriment différemment mais l'énergie est la même.** Les actifs politiques (par exemple la colonisation) se transforment à plus ou moins long terme en actifs culturels, scientifiques et économiques. Ceux-ci à leur tour peuvent donner lieu à des avancées politiques. Nos « chasses gardées » qui contribuent encore substantiellement à notre balance des paiements, en sont un bon exemple. A quelques exceptions près, la fleur culturelle ne s'épanouit pas sans racines.

Nos amis américains sont, eux, parfaitement conscients de cette globalité et en jouent de façon permanente. Pour eux et leurs amis, la politique de la canonnnière ne constitue pas un scandale par rapport au Droit des gens mais consiste tout simplement de poser des actes de conquête légitimés à leurs yeux par une fin « juste ». Un territoire donné peut et doit être administré de force s'il ne se soumet pas.

**Bien évidemment, il ne s'agit pas ici de justifier une forme de néo-colonialisme. Mais il faut en même temps comprendre que dans la compétition internationale est sans concessions et que l'expression « exception culturelle » n'a tout simplement aucun sens.**

De qui tiendrait-on d'abord cette exception et par rapport à quoi ? Serait-ce une grâce accordée –et pour combien de temps- par rapport à l'application d'un principe général ? Pourquoi ne serait-elle que culturelle ? Pourquoi ne concernerait-elle qu'une seule langue ? Clairement, ou le combat existe parce que la volonté politique de le mener et de faire exister une vraie concurrence globale est là, et il doit être mené avec méthode, ouverture, constance. Ou cette volonté politique n'existe pas, étant considérée comme subsidiaire d'un autre objectif, celui de faire exister un ensemble politique dont les principes seraient précis, mais le contenu flou : l' « Europe ».

Auparavant, il convient de se poser une question éthique : pouvons-nous, avec d'autres méthodes, envisager pour notre action la même légitimité que les Américains. Est-il permis de ne pas vouloir choisir entre trois maux. Est-il permis de ne tomber ni dans un Atlantisme ou mondialisme soumis, ni dans une franchouillardise rétrograde et finalement inefficace, ni enfin dans une chrétienne-démocratie vaguement anglophone, sous le prétexte qu'elle pourrait un jour virer à la social-démocratie ? Est-il permis de convaincre pacifiquement d'autres peuples de l'intérêt de créer une culture nouvelle fondée sur des valeurs communes et historiques qui ne soient pas principalement des intérêts économiques ?

### **Le prosélytisme est-il tabou ?**

Une civilisation doit respirer : nous avons connu et pratiqué les invasions, c'est à dire une interpénétration forcée des cultures basée sur des rapports de force politiques, techniques et économiques. Le colonialisme en a été une variante.

La carte du monde s'est d'abord tachetée de comptoirs puis couverte de grandes taches jaunes, vertes, roses, bleues, violettes puis la marée s'est retirée, laissant ici des blocs, là des îlots qui sont entrés à leur tour en rapport avec leur environnement.

A chaque fois, une idéologie couvrait les intérêts économiques et militaires, la puissance n'osant s'afficher nue chez les Européens. Religions, lumières, idéologie politique servaient de paravent ou de justificatif. La culture aussi se développait, véhiculée par le portugais, le castillan, l'anglais, le français, l'arabe, le turc ottoman, le russe, le chinois ou bien d'autres. Cette pulsation, où la violence existe mais n'est pas forcément l'unique moteur, a toujours existé et elle existe encore aujourd'hui. A grande ou petite échelle, des territoires sont envahis ou reconquis, durablement conservés, leurs habitants expulsés officieusement ou officiellement et contraints à la soumission, à l'assimilation. Des langues oubliées renaissent et s'imposent, nationalement ou régionalement, les religions vivent ou s'étiolent, de nouvelles formes de création artistique se développent, tout bouge. On voit même de petits peuples, comme Cuba, disposant des moyens immensément inférieurs à ceux des pays européens, tenir tête des années durant à la contre-attaque de l'Empire, souvent au prix de la misère et de l'oppression mais avec une immense fierté. On voit aussi, dans des états fédéraux ou réputés tels, des communautés francophones se battre des années, des siècles durant et malgré l'indifférence vaguement condescendante des milieux parisiens, contre l'affaiblissement de leur culture. C'est le Québec.

Pourquoi, dans ces conditions, faudrait-il admettre que la partie est définitivement jouée ? Pour pallier l'absence totale de créativité et de volontarisme politique, il est de bon ton d'évoquer des temps hélas révolus, les dangers pour la paix d'une autre attitude, la dérive possible vers le néo-colonialisme, l'intérêt supérieur de la Construction Européenne, le côté immensément pratique de l'anglais et bien d'autres arguments.

**La vérité, c'est que le système libéral existe en politique et en culture.** Il en est même la loi, puisque c'est la volonté humaine qui est ici la base, donc potentiellement l'opposition aux intérêts d'autrui alors qu'en économie, certaines formes d'administration protégée sont possibles, tout au moins pendant un certain temps.

**Nous ne devons donc pas craindre de revendiquer un pouvoir de création culturelle, de nous entendre avec d'autres sur des plates formes communes, de rétablir des ponts et des réseaux avec ceux qui croient au droit écrit, à une société laïque, qui sont issus du berceau méditerranéen, qui ont des langues proches de la nôtre. Nous ne devons pas craindre d'y consacrer beaucoup d'argent.**

Autant des investissements militaires lourds privés de véritable support idéologique et politique en plus d'être inadaptés aux menaces envisagées n'ont guère de sens, autant l'investissement dans l'éducation, dans les relations économiques équitables, dans la gestion des ressources énergétiques à l'échelle du monde est porteur de retours importants à terme.

**Reconstruire en commun, dans le respect mutuel de nos cousinages culturels, une alternative crédible à une proposition culturelle, le modèle dit anglo-saxon, qui a apporté beaucoup mais recèle de graves faiblesses voire des dangers, est un projet fondamental qu'il faut naturellement concilier avec d'autres exigences comme le maintien de la paix et des ressources économiques disponibles.** Ce projet, par la concurrence qu'il apporterait, devrait permettre de relancer une exigence de qualité que tous ressentent de plus en plus, de nous éloigner de l'apparition d'une sous-culture universelle à base de consommation, de sectes, de jeux-spectacles, de télévision et d'habitudes alimentaires et sportives rétrogrades ?

Il ne s'agit pas de crier haro sur le modèle américain qui a su à une époque jouer le rôle de garant politique dans notre région du monde. Un peu trop imprégné par les doctrines de prédestination, il n'en détient pas pour autant le monopole définitif de décider du Bien et du Mal.

Il ne s'agit pas ici de s'enfermer dans une logique étroite et défensive ou de proposer un Canada Dry européen en concurrence au Bourbon américain, mais d'offrir une véritable concurrence culturelle, s'enracinant profondément dans le passé de nombreux pays.

Il s'agit d'inventer mieux, avec les ressources dont dispose le monde latin, plus souple, plus apte à l'intégration d'apports extérieurs, plus structuré mais moins systématique. Il s'agit d'être les prosélytes de l'ouverture, de l'association, de la qualité et d'apporter à cette action l'actif français de civilisation. Un prosélytisme cohérent avec lui-même, partagé avec d'autres sur un pied d'égalité indépendant du poids politique, est sain et il est même indispensable. Comment convaincre si l'on n'est pas soi-même convaincu ? Et propager ses propres idées, c'est démontrer qu'on en est, précisément, convaincu.

### **L'avenir de la culture latine : ce qu'elle apporte**

Elle apporte d'abord, on l'a vu, une concurrence. Mais alors qu'aujourd'hui cette concurrence est interne à d'autres ensembles, elle devrait s'affirmer clairement comme un système structuré externe sans craindre de remettre en cause des statuts politiques qui ne seront de toutes façons jamais définitifs. Latinos et Louisianais aux USA, Québécois au Canada, minorités hispanophones, lusophones ou francophones ailleurs, doivent pouvoir se référer à un ensemble unique, structuré par la coopération des métropoles d'origine et susceptible de donner naissance à de nouveaux élans.

Dans ces pays-là, la latinité est porteuse de liberté, d'affirmation de soi pour des minorités parfois très importantes.

Quand la Latinité est indépendante politiquement mais subjuguée économiquement, comme en Amérique Centrale et Latine, elle est porteuse de développement, d'échanges avec ses métropoles d'origine si celles-ci ne s'enferment pas dans une logique purement géographique, d'autant plus dépassée que les moyens d'échange modernes permettent beaucoup plus facilement que par le passé de s'affranchir de logiques territoriales. Elle permet en revanche de leur apporter des marchés immensément plus vastes et plus ouverts qu'en raisonnant sur une base purement territoriale.

A l'heure actuelle, au lieu de consolider leur potentiel mondial en s'appuyant sur les « têtes de pont » culturelles dont elles disposent sur tous les continents et parfois sur des continents entiers, les nations latines se sont laissées enfermer dans une situation où ces implantations sont lentement grignotées par des cultures et surtout des intérêts extérieurs.

En Europe, ces nations en sont arrivées, largement par la faute de la politique française, à se disputer entre elles l'influence dont elles disposent encore.

En effet, les responsables français ont encore la vanité de croire qu'ils imposeront, en demandant qui plus est à l'Allemagne de nous faire la courte échelle, une vision française de l'Europe. Ils pratiquent depuis des années vis-à-vis de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal pour ne pas parler de la Suisse et de la Belgique ou du Grand-Duché, une diplomatie peu inspirée où le manque de professionnalisme politique le dispute à la condescendance. Au lieu de comprendre les intérêts des autres et de chercher à les favoriser, on se place soi-même dans les rapports de force les plus défavorables possibles et pour finir on se fait détester de tous, tout en étant fermement convaincus qu'on est les meilleurs. Ce n'est pas la popularité fugace qui fait avancer les intérêts d'un pays, ce sont les pions placés méthodiquement et stratégiquement.

### **Il est encore temps de changer de chemin.**

Là où, au contraire, c'est la latinité qui a apporté un véhicule mondialiste à des nations dont la culture est d'origine différente, comme en Afrique ou au Moyen-Orient, il faut débloquer les situations en sortant d'un contexte néo-colonial que la francophonie (ou l'hispanisme ou le lusitanisme bien sûr) à la sauce actuelle ressuscite nécessairement. Le multilatéralisme européen est une option mais on peut aussi imaginer d'autres voies comme les accords culturels et bilatéraux concernant les minorités de ces régions établies en Europe méridionale, les Universités et les Centres de Recherche bilatéraux ou multilatéraux.

La culture latine véhicule bien autre chose que des mots. C'est d'ailleurs ce qui lui donne sa faculté de résistance. Elle est potentiellement volonté politique, parce que prise globalement, elle représente une part considérable du territoire économique et culturel mondial.

Elle est, cela va sans dire, trait d'union avec le passé non seulement grec mais oriental. Elle a su largement maîtriser les religions et les croyances et non se laisser imposer d'être guidée par elles.

Les autres cultures n'inspirent pas nécessairement chez elle ignorance totale ou mépris. Elle a même créé depuis longtemps des amalgames locaux avec ces cultures, qui servent eux-mêmes de relais et elle est voyageuse. Elle a su également mettre des frontières au pouvoir économique et réaliser, parfois avec excès que l'accumulation de richesse est certes porteuse de dynamisme mais qu'il est indispensable que l'intérêt général, au travers du Politique, garde en main la loi. Elle est l'antidote à la conception américaine selon laquelle tout pouvoir politique est potentiellement abusif mais qui, ayant atteint un degré d'efficacité technique redoutable, porte maintenant en elle-même sa propre contradiction : refuser d'appliquer à l'extérieur sa doctrine intérieure.

Elle est, enfin, universelle et peut seule constituer une alternative européenne à l'acceptation unilatérale mais dangereusement irréversible d'une logique apparemment démocratique mais en réalité porteuse de germes de conflits graves car elle poussera d'autres cultures à de dangereux paroxysmes. Europe, oui, sans doute, mais Europe humaniste et mondiale et non étroitement et territorialement chrétienne, abandonnant à leur sort les communautés d'origine européenne dans le monde et introduisant sans cesse de nouveaux chevaux de Troie en son sein. Esprit européen, laïque et progressiste, devrait-on plutôt dire, par opposition au pragmatisme total coloré de principes religieux que d'autres pratiquent plus ou moins récemment.

Elle est plus porteuse d'avenir aussi dans un monde où les rapports de force vont évoluer au bénéfice global des nations asiatiques car le seul monopole dont disposent encore les Etats-Unis est leur monopole scientifique, qu'il se décline sur le plan civil ou militaire. Et dans un monde libéral, ce monopole sera un jour ou l'autre battu en brèche.

Les Américains le savent fort bien. Ils savent que la valeur du Dollar US et donc leur niveau de vie est suspendue à un combat presque désespéré, malgré les apparences, contre le temps. Conserver à tout prix la main en politique internationale, gouverner des zones entières par porte-avions de mer ou de terre, étouffer la concurrence technologique comme ils l'ont fait dans le cas de l'URSS en impulsant la course aux armements ou aux logiciels, pratiquer le lobbying institutionnel et la propagande à l'échelon mondial, sauvegarder leur prépondérance sur les marchés de matières premières, en sont des indices certains. Mais à chaque tête coupée de l'hydre du Mal, une autre renaît, plus menaçante semble-t-il que la précédente car plus insaisissable. Et à doubler la mise à chaque fois, le jeu devient tendu et dangereux, entraînant malgré eux de nouveaux joueurs.

**Dès lors, il est donc aujourd'hui à la fois opportun que le rôle du porteur de flambeau dans le dialogue entre la culture occidentale et d'autres pôles culturels soit au moins partagé et, pourquoi pas, assumé par d'autres, mieux préparés à l'échange et suffisamment forts pour l'assumer.**

Comment jouer cette carte ?

L'Europe géographique des affaires et des règlements n'est pas, à court terme, une solution. Elle nous en éloigne même car à force de vouloir habiller un âne en lion et de danser autour du totem européen pour faire tomber la pluie, on n'est plus crédible, ce qui ne veut pas dire que l'âne ne soit pas bien plus utile, au quotidien, que le lion.

L'un est indispensable à l'existence de l'autre, c'est tout, quand il s'agit d'agir.

### **L'action**

**La France ne doit pas, comme l'on dit, mettre tous ses œufs dans le même panier.**

**Si l'Europe au sens où on l'entend aujourd'hui est une bonne chose pour l'économie, la Paix, l'avenir de nos nations elle n'est pas et ne sera pas encore avant bien longtemps un bien en soi ni une valeur absolue : la taille ou l'organisation d'un système politique ne l'a jamais rendu en lui-même bon ou meilleur que d'autres.**

Sans doute faut-il donc éviter les marches forcées qui ne peuvent conduire qu'à affaiblir l'intégration, à développer les contradictions, à recréer une Société des Nations au petit pied. Le temps doit faire son œuvre, lentement. Et comme personne ne sait aujourd'hui ce qu'il en sera dans de nombreux lustres, laissons donc la construction européenne continuer à son rythme naturel, celui de la compréhension et de l'acceptation des peuples, si elle existe.

Pour autant, ce qu'on appelle la construction de l'Europe risque de paralyser toute action décisive en politique internationale de la part d'un pays significatif sur la scène internationale comme le nôtre. Nous vivons déjà depuis des années nos contradictions à cet égard. Vouloir sans vouloir, dépendre sans dépendre et pour tout dire prendre nos désirs pour des réalités n'est pas une attitude efficace. La France ne convaincra pas seule une Europe teintée de protestantisme et où les pays dépourvus d'influence internationale majeure sont les plus nombreux, de construire une maxi-France intercontinentale, laïque, non-anglophone. Elle ne peut réclamer de facto un Directoire des « gros bras » aux dépens des « petits pays » tout en en excluant le Royaume-Uni, jugé trop atlantique et ses soeurs latines, obstinément jugées secondaires. Elle ne peut attendre durablement de l'Allemagne, qui a retrouvé toute sa substance et toute sa profondeur stratégique, qu'elle lui serve de faire-valoir. Elle ne peut non plus s'attendre à ce que l'Europe politique, dans sa conception actuelle, se fasse autrement qu'en anglais, avec les redoutables conséquences que cela ne peut manquer d'avoir sur sa propre crédibilité d'abord, sur ses intérêts ensuite. Pour autant, elle ne prend pas le chemin de sa propre adaptation à un monde anglophone.

Alors, si l'on veut rester conséquent, peut-être convient-il pour la France de prendre, parallèlement, d'autres initiatives.

### **Les acteurs de la culture**

Il est important de créer au sein des pays de culture latine, sur une base d'égalité totale, un forum, dont soient membres tous les pays ou régions volontaires de culture méditerranéenne ou latine. Une Union Latine, en quelque sorte, ayant vocation à établir mondialement des liens privilégiés avec toutes les Régions, territoires, pays partageant la même culture.

Les buts en seraient la propagation de notre culture commune, la diffusion des savoirs, la propagation de la culture de paix, la construction d'un marché international de la culture dans nos langues respectives par une meilleure connaissance de nos langues, suivant le modèle *ARTE* par exemple mais en italien/espagnol, français/catalan etc.

Une implantation mondiale avec des structures d'enseignement et de recherche scientifiques susceptibles d'être transformées en relais d'influence culturelle, économique voire politiques est un but souhaitable. Le monde ne manque pas de points d'appui possibles sur tous les continents, ce qui compte c'est que l'Espagne, le Portugal, l'Italie mais aussi la Suisse, le Québec, la Belgique et bien d'autres encore, tout le monde s'y retrouve sur un pied d'égalité et non sur le modèle d'une francophonie qui boite quand même fortement du pied parisien.

### **La formation de nouvelles générations**

Il y a des idéaux à redécouvrir pour des générations entières de jeunes, dans la mesure où on saura les mobiliser. Propager une culture positive et non s'en laisser passivement imposer une autre d'une qualité incertaine, au hasard des marchés, c'est une motivation intéressante.

Mais dans le rapport beaucoup plus intense avec d'autres mondes, la France peut également trouver un nouvel équilibre.

Ainsi, la suspension du service national est un événement à maints égards néfaste, qui a eu pour effet de démobiliser une génération entière. L'effort au bénéfice commun s'en est retrouvé transformé en une charge qui prive aussi les jeunes d'un complément éducatif utile, même s'il aurait pu être de meilleure qualité dans le système précédent.

Spontanément d'ailleurs, de nombreux jeunes ont recherché auprès des ONG

l'engagement qu'on ne leur offrait plus mais quantitativement, le résultat est loin d'être équivalent. Il faut relancer la machine avec des programmes « verticaux » internationaux intégrant formation et volontariat dans les écoles spécialisées et les universités. Formation linguistique et technique en Italie pour partir en Lybie pour de jeunes Français, formation linguistique et médicale en France à destination du Viêt-Nam ou du Pacifique pour de jeunes Italiens, par exemple.

Au retour, quel bénéfice ce serait de posséder à la fois une langue européenne de plus, l'anglais restant un viatique indispensable, et quelle expérience pour la vie en entreprise ou en service public !

### **L'effort privé**

Dans une économie libérale, les partenaires privés et leurs organisations jouent un rôle essentiel de soutien aux politiques publiques et il est donc indispensable qu'ils adhèrent aux objectifs poursuivis, d'abord parce qu'ils y trouvent leur intérêt et aussi dans l'intérêt commun à terme.

Comment pourraient-ils ne pas trouver leur intérêt à une réorientation de la politique extérieure française, à la diversification de leurs partenariats dans un sens plus équilibré, à une meilleure prise en compte de leurs problèmes de lobbying face à un environnement juridique et technique de moins en moins favorable ? A condition de respecter les règles du jeu, l'économie française a tout à gagner au rapprochement avec les économies d'autres pays latins et à la conclusion d'accords privilégiés avec des puissances comme l'Inde, la Turquie, l'Indonésie et bien d'autres. Si l'idée n'est pas nouvelle, ce qui compte ce sont les conditions de réalisation, à commencer par un effort public conjoint des partenaires pour promouvoir à la fois une puissance économique et une idée culturelle. **Pour cela, le secteur privé et le secteur public doivent s'associer. Hors d'un carcan ultralibéral souvent passablement hypocrite et dont les principaux sectateurs s'affranchissent cyniquement dès que leurs propres intérêts sont menacés, il y a place pour l'économie mixte et une coordination des efforts privés et publics. Le monde a en effet vocation à être de plus en plus solidaire et non de plus en plus libéral, si l'on veut bien vivre sur cette planète.**

Dans la mesure où, outre-mer, les maladies endémiques de la France jouent beaucoup moins, il serait possible de développer de façon significative les partenariats industriels. Au lieu de vivre les délocalisations comme un mal inévitable, il s'agit au contraire pour nos entreprises de participer dès l'origine à la création de richesses et donc à l'émergence de nouveaux marchés.

Dans les domaines de pointe et en particulier en informatique, en génétique, dans les industries de défense, il faut maintenant se demander, sans retomber dans les errements de l'aventure Bull, si la mise en commun des ressources intellectuelles de certains grands pays en développement et des pays latins ne pourrait déboucher sur des résultats intéressants. Il appartient au secteur privé de prendre des initiatives dans ce sens, car des groupes importants, en Inde par exemple, devraient être motivés à une ouverture réciproque des marchés, en échange d'une diversification des influences culturelles.

Le comportement des dirigeants américains ne peut en effet qu'éveiller progressivement des inquiétudes chez tous les pays qui se sont mis sous la dépendance exclusive des media anglo-saxons au plan linguistique, alors qu'ils disposent eux-mêmes d'un patrimoine très important. Après tout, rien n'empêche de créer à Pondichéry, ou à Calcutta, une université privée en association avec des capitaux français, canadiens, suisses ou portugais. L'Inde ne pourrait qu'y avoir intérêt, pour des raisons d'emploi, d'image et de politique générale. Dans le domaine des media, l'effort latin est encore beaucoup trop faible et un regroupement des efforts, donc des marchés, devrait permettre d'arriver à une taille critique justifiant de nouveaux investissements. Emettre en français, en espagnol, en portugais, en italien doit se justifier économiquement et non être seulement un acte de foi politique. Ce n'est certes pas en vilipendant publiquement Berlusconi, par exemple, qu'on arrivera à quelque chose. Les Italiens sont assez grands pour s'occuper de lui, nous devons nous intéresser, nous, à ses entreprises.

### **L'effort public**

Il implique, de la part des pays concernés, une mise en commun des buts et des budgets, en exploitant les proximités naturelles et culturelles. La Fonction Publique française, héritière prestigieuse d'un passé impérial et élément essentiel de notre culture nationale, peine aujourd'hui à trouver ses marques dans un ensemble européen où l'Etat est jugé globalement inutile dans les pays libéraux ou fédéraux, parasite dans les petits pays, corrompu chez les nouveaux adhérents.

La notion de « services d'intérêt public » même, ersatz du Service Public, paraît plus difficilement acceptée par les amateurs de Constitution Européenne que les références historiques au patrimoine chrétien.

Faut-il dès lors se résigner comme le font déjà certains et sacrifier sans retour sur l'autel européen, en échange d'un avenir des plus incertains, un magnifique outil fait de compétences, de motivations élevées, de savoir-faire ? Faut-il admettre l'idée qu'il n'y a aucune différence de nature entre les nations quelle que soit leur influence et qu'arrivés aux années 2000, il faut faire repartir l'Histoire de zéro dans notre partie du Monde ? Faut-il continuer à travailler au trapèze sans filet, contrairement à nos grands voisins, beaucoup plus réalistes ? Non, sans doute.

En jouant aussi la Méditerranée et les Océans, la fonction publique française retrouverait facilement ses marques tout en s'offrant un aggiornamento impulsé par les partenariats internationaux.

Pourquoi, alors qu'on envisage de gaîté de cœur des Régions françaises régies par Bruxelles, ne serait-il pas possible de donner unilatéralement s'il le faut, aux francophones suisses, canadiens, andorrans, grand-ducaux, belges, sujets de la Couronne britannique, valdotains ou mauriciens le libre accès aux concours des fonctions publiques françaises et particulièrement de la fonction publique territoriale ? Pourquoi ne pas, dans un deuxième temps, élargir cette mesure au reste du monde par une série d'accords bilatéraux lorsqu'ils sont négociables ? Que craignons-nous ? D'enrichir culturellement nos enfants, de regagner la confiance du reste du monde par l'affirmation d'un message clair et non d'une diplomatie manoeuvrière, d'affaiblir nos armées en grand besoin de personnels qualifiés, de nuire à nos entreprises qui souhaitent des contacts utiles dans le monde entier, de créer une émulation dans nos services ?

Pourquoi ne pas pratiquer sur la grande échelle des échanges de fonctionnaires avec des pays culturellement proches dont l'immigration a mené sur notre sol des centaines de milliers d'originaires ?

Pour mener une politique partenariale et mondiale, construire une fonction publique elle-même mondiale est indispensable. Mais au lieu d'être une concession péniblement arrachée à des libéraux rétifs ou sceptiques, elle trouve sa raison naturelle dans le service rendu aux citoyens du monde qui croient à un modèle dicté par autre chose que le racisme, la realpolitik, des « intérêts économiques » qui ne sont au fond rien d'autre que les intérêts de quelques-uns.

Sur le plan pratique, des Centres d'Echange peuvent être implantés de par le monde, par accord avec des pays en émergence et par grands bassins : Caraïbe, Petits Dragons, Pacifique, Amérique du Nord, Asie Centrale, Moyen-Orient, Afrique de l'Est.

En évitant les zones d'influence traditionnelles de chaque pays, on apporterait un plus aussi bien au pays d'accueil choisi qu'à chaque état participant.

Les Centres associeraient les intérêts privés et publics, un pôle universitaire et technique international sur un pied d'égalité avec le pays d'accueil, des services publics communs aux pays souscripteurs (expansion économique, coopération de défense s'il y a lieu, service culturel, lobbying), des ONG, des Chambres de Commerce et d'Industrie. Ils seraient à la fois le symbole de la coopération latine et l'outil d'une reconquête culturelle au bénéfice de tous.

La latinité, mobilisant à la fois son passé, son présent et ses nouvelles générations, participerait ainsi à une offre culturelle nouvelle pour la gouvernance du Monde et se retrouverait aux avant-postes et non à l'arrière-garde. On est loin du concept d'« exception culturelle » au fort avant-goût de Bérézina que la France, dans l'esprits des « quelques arpents de neige » associée à l'image de Louis, quinzième du nom. Légèreté, quand tu nous tiens..

Et à l'intérieur même de l'Europe continentale, l'équilibre en faveur du monde méditerranéen, au moins aussi important que le concept chrétien, ne pourrait que s'en trouver renforcé.

### **Les conditions de l'action**

Respirer l'air du large est devenu aujourd'hui indispensable, c'est clair. Mais pour réussir, un certain nombre de conditions politiques devraient être remplies :

Tout d'abord un rapprochement progressif mais continu des puissances latines. Loin de jouer les unes contre les autres pour le plus grand bénéfice des « amis » extérieurs ou intérieurs ou de sentir négligées ou méprisées, les nations latines doivent d'abord réapprendre à se connaître, à se respecter, à se côtoyer et non chercher à s'exclure de leurs chasses gardées (Amérique Latine, Maghreb et Afrique Noire, Lybie), à s'exclure des Clubs fermés à 5, 6, 7 ou 8. Notre diplomatie devrait enfin devenir à la fois plus ambitieuse et moins prétentieuse en cessant de croire qu'elle a vocation à être la seule puissance latine à jouer avec les grands, précipitant ainsi ses voisins dans les bras des Américains, ce qui en termes de rapports de force extra ou intereuropéens, a déjà et peut avoir à terme de très graves conséquences pour elle.

Rechercher résolument la cohérence au lieu de cultiver le paradoxe administratif est aussi un objectif. Ainsi, au lieu de maintenir résolument outre-mer des situations post-coloniales dans nos territoires au moment même où l'on parle de « fédéralisme » en Europe, nous devrions sans doute en exploiter la situation géographique des implantations francophones aux quatre coins du monde pour en faire des pôles de développement politiquement autonomes, en symbiose avec nos partenaires latins. Jouer la Caraïbe avec l'Amérique Centrale et Latine, le Québec et la Louisiane par exemple, pourquoi pas ?

Il nous faut aussi amener le Ministère de l'Education Nationale à changer de pied tant en ce qui concerne l'éducation linguistique que l'enseignement des langues régionales. Une langue internationale doit devenir éliminatoire au baccalauréat, toutes les Académies devraient obligatoirement passer des accords d'échange de professeurs de langues avec des Universités étrangères, l'Italien et l'Espagnol devraient, sur base de réciprocité, obligatoirement être proposés en tant que première langue vivante dans les Régions frontalières de ces pays respectifs.

**Les langues régionales doivent cesser d'être découragées et leur statut doit être commun** : ce n'est pas par une vision étroite et bêtement hexagonale qu'on développera l'usage du français, mais au contraire en rendant le locuteur français familier de la gymnastique linguistique. L'hypothèse suivant laquelle on apprendrait mieux l'anglais en éliminant progressivement les autres langues de l'enseignement est en effet totalement erronée. Celle suivant laquelle il vaut mieux apprendre « la seule langue la plus parlée » est encore plus aberrante, quant à l'idée que l'anglais serait « plus facile », elle ne tient pas debout non plus. Quant à la fausse bonne raison suivant laquelle ce seraient les parents qui..., elle ne tient pas la route car le milieu parental ne fait que refléter la vision qui leur est véhiculée par l'appareil de l'Education Nationale.

**Le problème à résoudre consiste en fait à enseigner, dans un but exclusivement pratique, deux langues de la façon la plus efficace et la plus économique possible au plus grand nombre possible de jeunes et d'adultes.**

Une autre priorité est de moderniser vraiment notre Administration non seulement en paroles mais en actes, en ouvrant à deux battants les portes du large : ouverture aux échanges avec les Services Publics étrangers qui cultivent la même éthique, recrutement de fonctionnaires francophones ayant réussi nos concours, développement de l'aptitude linguistique s'il y a lieu. Relance des programmes d'enseignement secondaire par la création d'une série de Lycées et d'Universités latins dans le monde, aussi.

Les programmes de recherche scientifique et technique, point faible traditionnel de notre action, doivent être développés. En recherchant des partenariats avec l'industrie privée des pays associés, en relançant les budgets recherche sous réserve qu'ils soient utilisés à des programmes internationaux, en créant des Instituts scientifiques communs, il faut sortir de l'engourdissement actuel de ce secteur.

Découvrir un nouveau dialogue, sans préjugés, avec des pays indépendants et culturellement autonomes comme l'Inde, le Brésil, la République Sud-Africaine, le Chili, le Maroc, le Mexique, le Viêt-Nam et bien d'autres encore, rétablissons-y nos relations culturelles anciennes dans un nouvel esprit. Nous y gagnerons de nouveaux amis et de nouveaux marchés, ils y gagneront une reconnaissance internationale accrue, l'accès à l'Europe des marchés, une meilleure audience de leur culture originale, une garantie contre les aléas économiques qui les guettent toujours face aux « gros bras » et à l'incertitude des marchés.

Ce qu'on pourrait appeler le Nouvel Espace Culturel des nations latines et le nôtre, pour commencer, pourrait ainsi se caractériser par son universalité et son pouvoir d'intégration de nouvelles communautés et de nouvelles cultures. On peut rêver à une diplomatie active se détachant clairement des monopoles coloniaux, à une politique de partenariat avec les autres cultures latines et les pays émergents isolés dans le monde entier, à une relance de la recherche scientifique sur des bases autres qu'« officielles », à la coordination des efforts publics et privés, à l'intégration en amont des nouveaux media dans une stratégie globale et à une évolution intelligente de nos territoires et départements d'outre-mer, qui doivent passer du statut de chasses gardées politiques à celui de relais culturels autonomes. En filigrane il y a le travail pour la Paix, car c'est en créant un modèle alternatif pour les nations libres que les forces politiques disponibles dans l'espace mondial pourront s'investir positivement et non dans un rapport de forces armé.

**Au fond, ce n'est pas un rêve, c'est possible si on le veut.**

Mais évoluer vers une vraie cohérence européenne, celle des civilisations et non celle des marchés, cela implique, on le voit déjà, une réforme interne de nos modes de pensée, souvent ossifiés.

L'Hexagone est une image qui illustre bien une position : celle d'une cellule de ruche d'abeille, intégrée dans un tissu d'autres cellules identiques et ne connaissant par définition que ses voisines, refermée sur elle-même et dont sort presque toujours une ouvrière standard : le royaume du conformisme en quelque sorte.

Rien n'est plus finalement contraire au génie français que cette image qui évoque davantage la gelée impériale que l'aptitude à saisir l'avenir, à évoluer, à manœuvrer pour faire plus avec moins de moyens, à faire prévaloir une attitude positive et culturellement créative.

Abandonnons-la, essayons de nous repenser différemment, si nous voulons que notre jeune citoyen connaisse un bon avenir.

Mais aussi, jetons un regard sur nos modes d'organisation et, revenant sur les rives de nos fleuves, de se demander si nous ne devons pas repenser, aussi, tant nos modes de pensée et d'action que nos structures politiques et notre démocratie.

### **Retour sur soi**

Pour agir à l'extérieur, il faut avoir chez soi un système politique qui tourne. Les besoins quantitatifs et qualitatifs de la population doivent être bien recensés, évalués, mis en cohérence avec les ressources dont on dispose ou qu'on peut lui demander. Ces besoins sont ensuite soumis au crible des principes politiques, lesquels peuvent naturellement varier suivant les sensibilités politiques. Leur satisfaction plus ou moins complète, si elle est décidée, ne relève pas seulement de l'élaboration de nouveaux textes, comme on semble trop souvent le croire en France, mais plutôt d'une nouvelle équation. Celle-ci concerne d'une part la compatibilité entre les textes existants d'une part et d'autre part, les moyens humains et financiers mis à disposition pour en assurer l'exécution dans le temps. Puis vient le fonctionnement. Napoléon le disait déjà, la guerre est un art très simple, mais tout est dans l'application.

Malheureusement, ce fonctionnement idéal semble de plus en plus difficile à atteindre, malgré ou peut-être grâce aux progrès de l'informatique documentaire.

La production brute de textes étant de plus en plus forte, les sources du Droit et de son administration de plus en plus nombreuses et superposées, on en arrive de plus en plus souvent à des impasses juridiques et administratives. D'autre part, les parlementaires mais surtout les services ministériels sont affectés d'un productivisme de textes qui ne tient guère compte de leur applicabilité matérielle ni de l'existence préalable de textes parfaitement suffisants. Ce phénomène traverse d'ailleurs totalement les périodes de gouvernement.

Or, les textes ou les méthodes de management ne sont pas des missiles « fire and forget » qui doivent, une fois projetés, atteindre tout seuls leur objectif. Et plus il y a de tels missiles, plus on a de chances qu'à un moment donné, ils se prennent réciproquement pour cibles ou retournent à l'expéditeur. On atteint le summum quand, et ce n'est plus exceptionnel dans l'administration française, un temps précieux est utilisé à étudier des textes destinés à en rendre d'autres compatibles entre eux !

Il y a autre chose : dans la plupart des domaines de l'activité économique, financière, politique, la perte de visibilité ou plus prosaïquement la volonté de ne pas réfléchir génère des comportements à court terme nuisibles. Dans certains ministères, il est de notoriété publique que la machine s'est emballée et que dans le désir, conscient ou non, d'échapper à tout prix aux responsabilités potentielles, on fait pleuvoir sur l'étage d'en dessous, c'est-à-dire suivant les cas, les services sous tutelle ou déconcentrés ou encore les collectivités territoriales, normes et des réglementations incompatibles avec leurs moyens financiers ou humains immédiats ou tout simplement impraticables.

La concertation préalable est rare et le grossier bon sens, qui consisterait à proportionner à l'avance les moyens disponibles et les réglementations dont l'on réclame la mise en place immédiate, aussi.

Il n'est que de réfléchir aux impasses graves que connaissent actuellement le Logement Social, l'administration de la Santé, la gestion des Marchés Publics, ou certains domaines écologiques, pour en arriver à la conclusion que l'embolie administrative devient un mal endémique.

On peut s'interroger sur les raisons de tout cela. Sans doute faut-il y voir le résultat de plusieurs évolutions propres à notre époque et bien connues des élus de terrain.

Il y a la généralisation d'une exigence de protection absolue contre toute menace, le petit incivisme chez les jeunes mais aussi chez les moins jeunes, l'exigence de participation permanente à la décision sans prise en compte parallèle des problèmes à résoudre, préjugés tenaces vis-à-vis des structures politiques ou associatives, phénomènes de combinaison des Droits (de type ou d'origines différentes) sur le même problème, durabilité limitée des « politiques » qui passent proportionnellement de plus en plus de temps à communiquer ou à légiférer et de moins en moins à gouverner, effet de résonance des media modernes et bien d'autres facteurs encore.

Or, la crainte des responsabilités, la surabondance des informations, la « showbization » de l'action nuisent au professionnalisme du travail aussi bien des administrateurs que des politiques. On voit même ces derniers échanger leurs rôles respectifs, les hauts-fonctionnaires envahissant la classe politique voire l'état-major des grandes entreprises privées et les politiques se mêlant, aussi bien dans la sphère internationale que nationale, de remplacer les professionnels du service de l'Etat ou de l'entreprise.

On parle de réforme de l'Etat. Mais, dans un pays où le chef du MEDEF lui-même a d'abord voulu être haut-fonctionnaire, ce n'est pas seulement l'Etat qu'il faut réformer, peut-on se dire lorsqu'on regarde du bas vers le haut. Ce qu'il faudrait, c'est réformer notre propre système de pensée pour revenir, comme s'expriment souvent les sportifs en crise, aux fondamentaux.

Dans tout système humain, il doit y avoir à tout moment, au sommet comme dans toute la chaîne d'exécution, dyarchie mentale : capacité de penser à la fois à long et moyen terme pour donner des buts à la politique et capacité d'action rapide pour faire face aux problèmes à court terme, capacité à animer et à contrôler en même temps et non seulement à produire des textes réputés produire par eux-mêmes le changement. **On oublie que la loi ou les règlements ont pour vocation d'être un cadre protégeant le citoyen, non un mode d'emploi de la vie ou une machine à faire peur.**

On pense bien sûr, et depuis longtemps, à simplifier. Mais la crainte du chômage technique ou de faire confiance aux partenaires de l'action accompagne inévitablement l'annonce des réformes.

Comme on le voit actuellement dans la superbe réforme des Marchés Publics qui n'aboutit qu'à une gigantesque paralysie, la crainte devient laisser les différents acteurs prendre des responsabilités devient souvent peur panique de laisser chacun jouer son rôle et prendre ses responsabilités.

Alors, la bonne solution est peut-être celle du cavalier qui « remet en avant » sa monture avant de penser à la diriger. Remettre en avant, c'est se désigner des objectifs ambitieux pour éviter que de plus en plus de gens déploient négativement leur énergie.

Le symbole de la pensée politique française aujourd'hui, c'est un peu « Le Monde » : qualité du style, de la documentation, profondeur des analyses mais aussi royaume du paradoxe, du balancement d'une pensée contaminée dès l'origine par les *a priori* rassurants de l'excellence française. La rhétorique apprise à Sciences-Po ou ailleurs joue le même rôle que le jeu vidéo chez les jeunes.

Il faudrait pourtant savoir aujourd'hui s'éloigner du périmètre castrateur des quais de Seine et ne pas faire semblant de chercher partout, une vérité qu'on est persuadé d'avoir déjà inventée.

Or, dans les rapports avec nos partenaires francophones, méditerranéens, européens, mondiaux, c'est à la fois la modestie et l'affirmation de soi qui doivent être à l'ordre du jour, non la prétention associée au conformisme intellectuel.

Cet effort de la remise en question profonde de nos modes de pensée est essentielle et il est probablement souhaitable que nos intellectuels, nos syndicalistes, nos dirigeants s'y consacrent vraiment. En faisant évoluer le recrutement de nos élites, les bases de la progression sociale dans les administrations et les entreprises, en nous ouvrant concrètement sur le monde extérieur, il est possible de progresser dans ce sens. La question de structures de fonctionnement mieux adaptées se pose néanmoins et pas seulement, suivant la mode actuelle, dans un cadre « européen ».

### **L'insecte et la baleine**

Dans la nature, tous les organismes cherchent à assurer leur survie ; pourtant, ils n'ont pas tous la même architecture lorsqu'il s'agit d'organiser leurs cellules. Dans le règne animal, on rencontre principalement, chez les plus évolués, des êtres à squelette externe ou interne comme les insectes et les vertébrés.

Il en va un peu de même, pourrait-on se dire, des animaux politiques que sont les nations ou les ensembles structurés de nations. Et dans le débat, plus fondamental qu'il n'y paraît, sur les choix de structures nouvelles, c'est un peu ce que l'on voit réapparaître.

Dans certains pays en effet, les plus petits mais parfois aussi des pays plus grands plutôt autocentrés, on s'est habitué depuis longtemps à ne pas avoir d'influence particulière dans le monde. La culture nationale, pour être parfois très forte, ne joue pas le rôle de ciment international, aucune prétention à diriger ou à co-diriger le monde n'existe et l'on réclame seulement la liberté d'exister et d'être maître chez soi. Ce sont un peu les insectes, protégés par une carapace en chitine parfois tenace mais inadaptée à une dimension importante et surtout à l'échange en temps réel avec plusieurs milieux.

Dans d'autres, le cours de l'histoire, le prosélytisme de certaines doctrines politiques qui en sont originaires, la force des flottes et des armées ont fait qu'ils ont eu et se sentent toujours une vocation à l'intervention internationale. Ils ont construit pour cela des appareils complexes incluant des dispositifs culturels, économiques, militaires et plus généralement administratifs. Ce sont un peu les baleines, grandes ou petites, qui évoluent dans les eaux internationales car ce sont en général, au moins en partie, des puissances maritimes. Elles se raréfient. La France en est une.

Il serait vain de qualifier de façon normative ces comportements, car une Société des Nations irénienne où tout va bien n'est pas encore née. **Encore faut-il, dans un pays donné, que l'on se décide si l'on veut être ou rester dans l'une ou l'autre des catégories, revendiquer une partie des responsabilités dans les rapports entre nations ou les abandonner par principe au profit d'une autre structure voire d'un autre pays.**

C'est en fonction de cette volonté, démocratiquement définie et qui est, au sens propre, essentielle pour l'avenir d'une communauté de plus d'une centaine de millions d'humains, que les structures devraient être appréciées et orientées, détruites ou reconstruites.

Or, suivant un mouvement brownien qui va toujours s'accélération, nos parlementaires, nos ministres, nos chefs de partis semblent sans cesse tourmentés par l'idée de changer les règles du jeu démocratique. Il ne se passe pratiquement plus une élection majeure qui ne soit précédée d'une modification du calendrier politique ou du mode d'élection.

Au fur et à mesure que l'on installe de nouvelles couches sur le mille-feuilles, on se demande s'il ne faudrait pas en enlever d'autres : est-ce le département qui est de trop, la région, la communauté, le district, la commune ? Quelle doit être la nature politique exacte de la Corse ou des DOM-TOM ?

Certes, l'évolution historique de tout mode de gouvernement est indispensable. Encore faut-il qu'on se soit d'abord posé la question « où voulons-nous aller ? » et qu'on y ait répondu de façon satisfaisante et démocratique, en expliquant les enjeux à court et à moyen terme au Peuple, non en avançant de façon mécanique dans une direction, à la façon des moutons de Panurge et en supposant le problème résolu : il faut s'arrêter et réfléchir, non se laisser pousser par les moutons qui sont derrière ou suivre ceux qui précèdent.

Comme on est actuellement parti sur le modèle politique d'un « fédéralisme » dans lequel on ne sait trop qui fédérerait quoi, la bonne question serait, pensent certains d'inventer des Régions qui seraient « compatibles avec l'Europe ». Si l'on maintient les Régions de cette sorte, qu'il faudrait dans certains cas agrandir, dans d'autres réduire, il faudra aussi en adapter localement le statut à l'instar de certains de nos voisins. Mais dans cette logique il faudrait aussi faire disparaître les Départements.

En somme, il faudrait décider de la structure, qui est essentielle à l'animal, avant de savoir s'il sera insecte ou baleine. C'est vouloir déterminer le calibre des vaisseaux sanguins sans connaître la puissance du cœur, ni où il sera dans l'organisme.

Sans doute faut-il voir les choses différemment. Le critère à respecter à ce stade, ce n'est pas la création de plus petits communs dénominateurs administratifs entre nations voisines en Europe. Se polariser sur cette idée, c'est en effet partir du postulat étrange que les modes de gouvernement sont parfaitement substituables d'une culture à l'autre, que la politique n'est qu'un clonage et croire, ce que rien ne démontre, que plus l'espace politique est grand, plus les gens seront heureux.

On en a la démonstration lorsqu'on voit, au sein de la Convention Européenne, quelques politiques chevronnés et des parlementaires européens essayer d'inventer dans leur coin des « génies de l'Europe » parfaitement contradictoires, comme s'ils avaient une légitimité autre que formelle à découvrir l'éventuelle volonté commune et définitive de 300 millions de gens dont ils n'entendent généralement même pas la langue.

Quelle ivresse il est vrai, de se sentir portés par un « peuple » beaucoup plus important que celui qui vous a élus sur une liste où personne ne vous identifiait vraiment ! Où est ici, sérieusement, la légitimité profonde, la proportion entre l'importance des actes politiques posés et l'adhésion réelle de ceux au bénéfice desquels ils sont censés être effectués ? Franchement, il semble bien qu'on en arrive là à de la politique virtuelle et qu'on cherche, ce qui est après tout naturel pour des chrétiens-démocrates, à faire du Verbe une Chair. Les pactes peuvent toujours se faire et l'Histoire en est jalonnée, mais ils se déferont au moins aussi vite qu'ils se font, si la forme continue à prédominer sur le fond et si l'on ne laisse pas au temps la possibilité de faire son œuvre.

Ce qui compte aujourd'hui, ce n'est pas de marteler des Tables de la Loi réputées définitives et de désigner des aréopages qui, pour reprendre les termes de Coluche, s'autorisent des choses entre gens autorisés.

Ce qui compte, c'est le service au citoyen et de créer, au sens large du terme, un large espace où il se sente bien parce qu'il est écouté et qu'on lui propose de l'action et non seulement de la consommation.

Ce qui compte, c'est de lui laisser, par le bon usage des structures existantes et le développement de nouveaux horizons, la possibilité d'exprimer sa culture propre, sa créativité originale solidement appuyée sur un héritage qu'il connaît, afin qu'il y ait une compétition, une concurrence culturelle. Tourner en rond en « Europe » au risque, faute de buts communs profonds, de s'en laisser dicter d'autres de l'extérieur, négocier pour négocier par le biais de responsables politiques, ressasser la logique de territoires ou de mécanismes politiques sans cesse remis en question, c'est une vision des choses.

Découvrir le Monde d'une autre manière et lui apporter une véritable alternative culturelle, rechercher un véritable progrès de l'humanité en fédérant ceux qui ont une histoire et une culture commune et adhèrent aux mêmes principes, sans se soucier de la couleur de leur peau, de leur religion, de leur lieu d'habitation ou de leur niveau de vie, affirmer haut et fort qu'on veut, certes, commercer paisiblement avec les autres mais qu'on ne veut pas d'une civilisation de l'argent, c'est aller plus loin. C'est sur cette dernière proposition qu'il faut sans doute appuyer une vision d'organisation politique et administrative, en avant et non en dedans.

### **En prise sur le monde**

**La France est aujourd'hui le seul Etat qui dispose dans le monde entier de points d'appui qu'elle considère comme un territoire continu. Elle est le seul état véritablement océanique. Elle est l'un des seuls à professer une laïcité officielle et non seulement officieuse. Elle dispose d'une langue qui est encore une langue mondiale et peut certainement se développer. Elle fait partie du monde latin qui, pris dans son ensemble avec ses langues nationales et régionales, parle ou se fait entendre sur une bonne partie de la planète y compris dans les pays dits anglo-saxons. Elle a une haute tradition d'administration et de service public. Elle dispose au plan économique de groupes internationaux puissants et d'une économie solide quoique peu dimensionnée au plan mondial. Le marché commun européen et l'émergence de l'euro compensent toutefois largement ce handicap.**

Qu'y a-t-il donc à changer ou à faire évoluer dans notre baleine ? Sans doute le squelette, qui à certains endroits montre des signes d'arthrose, accuse à d'autres un manque de calcium. La capacité d'évolution dans certains domaines laisse à désirer. Le système de commandes qui relie le cerveau aux membres montre des signes de dérèglements. Les communications avec d'autres cétacés ne sont pas faciles, non plus, alors que l'animal a vocation à vivre en groupe avec la même espèce.

Comparaison n'est pas raison mais pourquoi ne pas exploiter son pouvoir évocateur dans un domaine finalement bien abstrait ?

L'économie générale, ce serait un peu des muscles de l'animal, l'administration son squelette, le politique sa tête et son système nerveux.

Les muscles doivent adhérer au squelette, bien sûr !

**La cohésion entre monde politique et milieux économiques** se fait bien dans le système américain. Un peu trop bien même, sans doute. En France elle se fait finalement assez bien aussi. Par contre, l'intégration entre l'économie générale et certains secteurs comme l'Instruction Publique, la Recherche, la Défense, la Construction Sociale voire la Défense Nationale, laisse fortement à désirer. Au nom du vieux thème du Mur d'Argent, on continue à vouloir à tout prix empêcher une libre communication, rendue de toutes façons inévitable par nos options européennes actuelles, entre l'aile marchante de l'activité du pays et ses futurs personnels, clients ou marchés. Cela ne fait que retarder les problèmes et empêcher d'utiles concentrations internationales face aux groupes internationaux d'autres pays porteurs d'autres idéologies. Or, dans un monde où le concept de défense globale s'imposera de plus en plus, une puissance économique suffisante dans les domaines-clés nécessitant de lourds investissements reste indispensable.

A l'inverse, il existe des domaines où **l'intervention du secteur public** reste indispensable alors qu'aujourd'hui l'intervention du secteur privé reste incontournable, en particulier la gestion de l'eau et de l'assainissement.

En matière de transports, il est indispensable pour un pays ou un ensemble de pays qui doivent impérativement assurer des lignes de communication mondiales de ne pas dépendre totalement d'un secteur privé qui peut changer de mains du jour au lendemain : c'est la notion de *flag carrier*.

L'expérience prouve, dans de nombreux pays, qu'abandonner entièrement au secteur privé ce qui relève des besoins essentiels de sécurité, d'information, de liberté du travail, de déplacement des personnes, de gestion de l'environnement et du logement ou d'approvisionnement en eau et en énergie, est néfaste et dangereux.

Même chez les chefs d'entreprise, des voix se font aujourd'hui entendre pour réclamer que la Société, à travers l'Etat, joue un juste rôle, non en fonction de pesanteurs historiques ou d'intérêts catégoriels, mais parce que certaines réformes et certaines inflexions politiques ne sont possibles que si son intervention est possible. Il doit y avoir redéfinition des rôles respectifs pour créer un tout aussi harmonieux que possible. L'économie mixte et territoriale offre d'ailleurs d'intéressantes possibilités, limitées malheureusement aujourd'hui au domaine de l'aménagement urbain.

**Le fonctionnement du pouvoir politique**, notre cerveau et système nerveux en quelque sorte, mérite de nombreuses réformes. Au fond, ce qui est en cause n'est pas tellement la proportion d'action publique dans la nation ou dans le groupe de nations. Ce qui est nécessaire, c'est une réflexion qui cherche, en tenant compte de la mondialisation, à injecter la volonté politique dans les endroits les mieux choisis de l'organisme social et de la façon la plus démocratique possible.

La demande des gens, en France comme ailleurs, ne porte pas nous semble-t-il, sur un pouvoir politique mieux « adapté à l'Europe ». Elle porte sur des élus qui consacrent un peu moins de temps à se faire de la pub mais soient globalement mieux formés pour s'adapter à des problématiques complexes, correctement rémunérés et assurés socialement pour n'avoir pas besoin de cumuler les mandats ou de les prolonger. Elle ne vise pas la réduction du nombre des partis mais la capacité de ceux-ci à s'autocontrôler, à inventer des politiques et non à conforter la pensée unique. Elle concerne le rôle des parlementaires, qui est d'abord de se considérer comme responsables des intérêts et des aspirations de leurs mandants au niveau national et non comme les ambassadeurs du gouvernement auprès de celles et ceux qui les ont élus. Quant aux sénateurs, il est urgent de leur trouver un emploi convaincant, ce qui est possible.

Actuellement, la tendance est inverse. Les modes de scrutin, sans cesse modifiés, accusent une tendance au raccourcissement et favorisent de plus en plus les scrutins de liste, qui avantagent les grands partis. Ceux-ci ne contrôlant en aucun cas la qualité et la formation de leurs candidats, élus d'avance, ce sont des critères internes auxquels les électeurs restent totalement étrangers qui prévalent et dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils récompensent plutôt la « fidélité » de parti et l'aptitude à naviguer dans les couloirs. La question d'un statut positif des élus qui les rapproche du peuple a été soigneusement mise au placard, l'idée d'une formation obligatoire les concernant aussi : chacun sait que les gens de qualité savent tout sans avoir rien appris ! La proportion d'élus fonctionnaires augmente sans cesse et celle des femmes va probablement baisser à nouveau.

Les résultats de cette attitude « intelligente » sont clairs. L'alignement de l'a-civisme sur les tendances américaines, le manque de crédibilité de plus en plus évident des parlementaires, la responsabilisation galopante des élus locaux et au sommet, l'apparition du *spoils-system* qui n'était pas dans les traditions françaises, tout cela s'acclimate chez nous. En bref, on reconstitue tranquillement l'Autriche de l'après-guerre et son *Schwarz-Rot System* qu'elle a entre-temps sagement abandonné. **On semble oublier que ce n'est pas parce qu'une tendance est, à un moment donné, générale qu'elle est bonne.**

La solution est difficile. Mais il faut d'abord, probablement, porter clairement ces débats devant le peuple par le biais des media et de lui demander d'aider, par la pression, les responsables à reprendre le bon chemin.

Une autre réflexion nécessaire concerne **l'administration** et sa propre réforme, si difficile tant qu'une idée très simple ne passe pas, celle qu'il ne s'agit pas d'administrer moins mais de mieux gérer, dans le privé comme dans le public. Administrer, c'est gérer l'intérêt public et c'est aussi une entreprise, une vaste entreprise d'ailleurs.

Cette réflexion est importante car les moyens d'action, principalement budgétaires, étant limités, il est indispensable que la notion de gestion publique efficace se développe.

Or, et c'est vieux comme le monde, l'administration est sujette à l'arthrose parce qu'en temps ordinaire elle ne fait pas de sport ou, si l'on préfère, n'est pas exposée à la concurrence. Etroitement incluse dans un cadre hexagonal, elle génère, naturellement, des scories diverses qui finissent par obstruer les canaux et par s'entasser, faisant perdre toute visibilité à l'action.

En l'absence d'une action vigoureuse du pouvoir politique, non contre l'administration en elle-même mais au contraire pour son bien et pour réformer ses défauts en curant les canaux, des contraintes totalement artificielles se développent.

Or, toute l'énergie que les gestionnaires de l'intérêt public sont contraints de développer pour répondre quotidiennement à ces contraintes est perdue pour un travail de qualité au service du public : la gestion des marchés publics, l'utilisation de circuits financiers inutiles, l'absence de cohérence voire les contradictions entre ministères, le manque de confiance dans la qualité de gestion des collectivités territoriales, l'absence totale de remise en question sérieuse de certaines administrations, tout cela alourdit l'ensemble et le rend peu performant.

A l'inverse, la prédominance du contrôle *a posteriori* et le manque de moyens de contrôle ponctuel de l'administration et de la justice, la perte de l'esprit de solidarité entre ceux qui administrent le service public, le manque d'ouverture au monde extérieur et d'initiative politique susceptible d'impulser et de diriger l'administration sont des facteurs d'inertie. Au total, peut-être faut-il moins de mandarins, davantage de questeurs

Que faut-il alors ?

Tout d'abord, sans doute, que le politique reprenne son rôle et qu'une solution de continuité entre le monde politique et l'administration réapparaisse. Une administration fonctionne si elle dirigée. Si elle ne l'est pas, elle fait lentement irruption dans le monde politique par la généralisation du recrutement en son sein des élites politiques, par le biais de la préparation de nouvelles lois non issues du dialogue avec les citoyens concernés et en faisant prévaloir une vision essentiellement normative des choses.

Le rôle de la politique est, entre autres, de diriger les budgets et non de se laisser diriger par eux. C'est ainsi que des arbitrages forts en faveur de la justice, de l'environnement pratique (transports, assainissement, accompagnement des professions liées à la nature) et de l'action internationale ne pourront pas manquer d'être faits dans les prochaines années. Quant à la politique de Défense, il y aurait beaucoup à dire.

Recentrer les métiers, ensuite. Les exemples foisonnent de services qui font mal le métier de autres, en y consacrant des moyens qui leur manquent par ailleurs pour exécuter correctement les missions qui sont bien les leurs. On saisit mal, par exemple, pourquoi les postes, généralement non pourvus, de travailleurs sociaux, ont proliféré dans de nombreuses administrations. Pourquoi « Bercy » s'est-il mêlé d'une réforme des marchés publics que chacun s'accorde à juger catastrophique ou tout au moins inefficace.

Pourquoi l'administration des Domaines génère-t-elle sans cesse, dans une économie libérale, des difficultés inutiles aux collectivités publiques qui administrent l'urbanisme ? Pourquoi l'Education Nationale, redevenue en fait l'Instruction Publique, s'obstine-t-elle à se croire autorisée à s'occuper de santé ou d'orientation alors qu'elle laisse en chantier des pans entiers de sa propre mission. Pourquoi la Défense Nationale ou la Culture se mêlent-elles d'industrie, le Quai d'administration générale, l'Agriculture d'enseignement et ainsi de suite.

Ouvrir les administrations est aussi une priorité, et de nombreux efforts ont déjà été faits, au quotidien dans ce sens. Ouvrir à l'international par des mesures révolutionnaires de recrutement mais aussi par l'ouverture de nouveaux chantiers qui permettront à nos fonctionnaires de démontrer mieux encore de par le monde leur qualité, leur créativité et leur motivation. Ouvrir au dialogue avec l'économie privée par des comités d'usagers avec les PME et les grandes entreprises, par la gestion conjointe de certains secteurs comme la recherche, la formation professionnelle, l'orientation et de façon générale de tous les domaines-charnières de l'économie. Ouvrir aux idées de bon sens que sont l'audit interne, le *bench-marking*, l'approche préalable des marchés. Ce qui distingue le fonctionnaire d'un salarié du secteur privé est essentiellement la création d'un lien fort de fidélité à l'intérêt général en échange d'une garantie d'emploi, rien d'autre et il convient de s'en souvenir, tant du point de vue de l'employeur que de l'intéressé ou de son syndicat. Encore faut-il que ce lien, synonyme d'effort permanent, soit correctement valorisé car la fonction publique vit au sein d'un monde libéral et non comme une caste indépendante.

Rééquilibrer les filières et les avantages pour davantage de mobilité semble donc devenir progressivement une nécessité. Il apparaît de plus en plus étrange qu'au nom de catégories statutaires dépassées, les postes de fonctionnaires les plus exposés aux dangers, au stress, aux responsabilités soient rémunérés de façon comparable et parfois nettement inférieure à d'autres, beaucoup plus confortables. La valorisation des actifs professionnels ne doit pas souffrir excessivement d'une vision où les concours finissent par devenir l'argument exclusif. La complexe question des régimes indemnitaires doit être abordée dans un contexte global et surtout la réforme de l'administration se faire, sans doute, par phases en gardant un cap simple : moins de fonctionnaires, mieux employés, plus justement et mieux rémunérés, mieux valorisés dans la vie sociale.

**La fiscalité** est un peu le sang de notre organisme social puisqu'elle transporte l'énergie dans les organes par le biais des transferts sociaux, constitue un véritable problème. Pour que les circuits soient clairs, il faut clairement savoir qui paie quoi. Or, la France apparaît comme le paradis de la fiscalité indirecte, dont la part excessive biaise de nombreux choix politiques et encourage objectivement les détournements, surtout au niveau des PME et du secteur artisanal.

Elle a également de graves répercussions indirectes dans le domaine de l'environnement puisque l'utilisation de véhicules est devenue l'une des principales pompes à finances de l'Etat et aboutit à taxer doublement ceux dont les revenus sont facilement identifiables et qui consacrent à la dépense quotidienne une large part de leurs revenus.

Que cela plaise ou non à une partie de la Gauche traditionnelle, il semble par contre indispensable que les préjugés touchant à certains secteurs économiques disparaissent et qu'on tienne compte de leurs spécificités, dans un contexte où le temps de loisir augmente proportionnellement. C'est le cas des secteurs de l'hôtellerie, de la limonaderie et de la restauration.

On ne reviendra pas sur les aberrations de la fiscalité locale. Elles ont mis en évidence, malgré certains progrès réalisés assez récemment, le manque d'esprit de responsabilité de nombreux gouvernements et sont également à l'origine de nombreux dysfonctionnements et d'injustices graves injustices.

C'est un sujet en soi, l'essentiel étant de constater que c'est l'un des domaines où la réforme devrait nous rapprocher à bon escient de la situation de certains autres pays.

### **Construire une politique dans le monde**

Au total, en regardant d'en bas se mouvoir la politique nationale et internationale, on peut tout de même voir, à la lunette, beaucoup de choses.

Tout d'abord, on peut se rendre compte que le monde est large et que construire toute une politique, c'est-à-dire le mode de pensée et de vie de millions de gens pour des années, sur des critères purement géographiques, est probablement une assez mauvaise idée. Autant la géographie est un critère de permanent pour les échanges en biens ou en monnaie, autant les cerveaux et les cœurs ne se disciplinent pas par le voisinage, une fois qu'on a respiré l'air du large, et la France se trouve, précisément, dans ce cas.

La culture propre de notre société peut nous échapper et la crainte de la « mondialisation » semble bien n'être, au fond, que celle d'une aliénation fondamentale, celle de l'individu emporté par le tourbillon du marché. Victoire à la Pyrrhus du libéralisme, en fait triomphe des analyses marxistes après l'heure

C'est pourquoi l'idéologie chrétienne-démocrate, qui a par ailleurs ses mérites et qui est, il faut bien le dire, celle des partisans du fédéralisme européen même s'ils ne s'en rendant pas toujours compte eux-mêmes.

Comment ose-t-on proposer aux Français, en guise d'idéal, de n'être que les régionaux de l'étape, une variété locale d'Européens noyés dans un magma de pseudo-culture européenne au goût étrange venu d'ailleurs ? On en revient à la conception romaine, mais le centre de l'Empire n'est plus à Rome, il est à Washington D.C. et nous voilà redevenus, au Bas-Empire, une tribu gauloise particulière perdue dans la Gaule Cisalpine et qui parle déjà largement romain. Le plus drôle, c'est que les tenants de cette idée sont souvent, soit les défenseurs affichés des cultures régionales qu'un tel système ne manquera pas à terme de tuer, soit ceux d'une écologie dont les tenants de l'Empire font tous les jours litière, car dans leur Panthéon les dieux Energie et Argent sont au premier rang.

Où est le progrès ? Croit-on ainsi protéger ces biens fondamentaux que sont la Paix, la Liberté, les Principes Moraux, le développement scientifique et culturel ? Quelle erreur ! La contrainte pesante, le conformisme culturel, l'ordre moral et religieux, l'avachissement politique, la diplomatie de la canonnière entraînent forcément un jour le sursaut, la révolte, la violence et finalement la guerre.

De ce point de vue, les Américains ont raison : la concurrence culturelle –et non un marché vaguement protégé par « l'exception culturelle », en d'autres mots un bantoustan du mode de vie- est indispensable. La concurrence des esprits est saine. Encore faut-il qu'elle soit universelle, solidement charpentée, musclée, agressive.

Créons-la ensemble, cette concurrence, non en traitant avec une superbe détestable et injustifiée nos amis, nos frères en culture mais en donnant un nouveau tour à nos relations, en mettant la France en réseau. L'Europe en est un, certes, mais c'est d'abord un réseau économique et là, ce sont les Britanniques qui ont raison. **Pourquoi serait-il contradictoire, à l'époque des organisations matricielles, d'être à la fois membres d'une Union économique, d'un Club latin et d'une nouvelle Internationale politique qui peut recruter chez les uns comme chez les autres, au delà des continents et des races ?**

Ce n'est pas parce que nous partageons avec d'autres Européens un territoire, des relations économiques étroites, une monnaie, que nous devons nous estimer définitivement enfermés dans une idéologie qui n'est pas forcément la nôtre, dans une vision du monde qui n'est pas forcément commune et surtout dans un avenir culturel qui n'est, clairement, pas le nôtre. Rechercher à n'importe quel prix un accord est une attitude compréhensible voire recommandable en affaires ou en administration. En politique, elle peut n'être pas responsable.

Sous prétexte que le dollar US est roi en Amérique, faudrait-il que les Québécois ou les Latino-américains baissent définitivement pavillon et acceptent une domination culturelle parce qu'économiquement c'est « logique » ? L'Histoire démontre abondamment et c'est heureux que, lorsqu'ils doivent choisir entre le bien-être et l'indépendance culturelle, la plupart des peuples finissent toujours par choisir l'aventure et d'être plutôt loup affamés que chiens soumis.

Par les lucarnes internationales, nous voyons donc bien que c'est une diplomatie prévoyante et ouverte qu'il faut mener : être amis avec tout le monde, traiter avec les autres dans leur langage, imposer doucement ses vues parce que ce sont celles du bon sens, de la vraie liberté pour tous dans le monde et non l'affirmation d'une démocratie aux dépens des autres : on ne peut à la longue être démocrate à l'intérieur et tyran à l'extérieur.

Il nous faudrait être, non pour une francophonie franchouillarde mais pour une francité universelle et propager de nouvelles lumières, sans complexes et sans prétention.

Il faut être pour un club latin tout en continuant à construire doucement une Union européenne, espace de paix et d'échanges économiques et techniques entre nations indépendantes, libres de leur culture et de sa propagation dans le monde.

Mais pour pouvoir faire vivre des universiades latines, enseignant les valeurs de laïcité, de fraternité universelle, d'ouverture aux autres civilisations, il nous faudra faire d'immenses efforts pour penser et agir différemment, en interne comme en externe.

**Pourquoi pas, puisque la France a déjà fait de nombreuses révolutions ? Mais si nous voulons un avenir français à nos enfants et à nos enfants, il est temps de sortir d'une forme d'hypocrisie qui consiste à bénéficier des avantages du passé sans vouloir sérieusement investir dans l'avenir : pour continuer à exister culturellement dans le monde, il faut y consacrer des ressources et proférer un grand oui : oui à la philosophie, à la gratuité, à l'élan, oui au grand large, oui à l'effort !**